

# La métropole lilloise : cinquante ans et toutes ses communes...

Bertrand Verfaillie

neder-  
landse  
versie  
p. 17

En noir et blanc, les images du reportage défilent. Deux journalistes se relaient au commentaire. Leur langue et leur ton, posés sur une ligne de piano jazz, sont caractéristiques de l'époque. Ce 30 décembre 1966,



10

De VAL : een volledig automatische metro op rubberbanden /  
Le VAL, un métro sur pneus, totalement automatique - © Vincent Lecigne-MEL

l'office national de radio-télédiffusion, dans son programme « Nord Actualités », évoque la possible création par le Parlement français d'une « communauté urbaine » sur le territoire de Lille-Roubaix-Tourcoing. Les implantations d'usines s'en trouveraient mieux réparties, les transports urbains plus pratiques, hasardent les commentateurs. Peut-être les feux tricolores seraient-ils synchronisés sur le « grand boulevard », qui relie les trois pôles en traversant six villes ? Le plus comique est à venir : la communauté urbaine en gestation pourrait s'occuper des moustiques, qui n'ont que faire des frontières communales. Un article de *La Voix du Nord*, reproduit à l'écran, enfonce le clou sur les « cousins » : « En attendant l'assainissement, il faudrait organiser la lutte à l'échelle de la 'Métropole' » (avec des guillemets autour de ce dernier mot).

### **Une intruse vite adoptée**

C'est dire si la subdivision administrative instituée par une loi dès le lendemain, le jour de la Saint-Sylvestre 1966, pouvait apparaître comme un objet bizarre, un sac fourre-tout, une instance aux pouvoirs magiques. Dans une autre émission de la télévision régionale, diffusée quelques mois plus tard, le journaliste en bafouille : « Construire une métropole : un tel thème n'est-il pas... un thème trop vaste ? ».



L'homme à qui s'adresse cette interrogation la balaira bientôt en quelques phrases : c'est Augustin Laurent, le maire socialiste de Lille, ancien ministre et député. Il vient de prendre la présidence de la nouvelle communauté urbaine de Lille (CUDL), après une nuit de tractations entre les 89 communes concernées, à la préfecture du Nord, le 22 décembre 1967. Comme beaucoup de ses collègues, Augustin Laurent a regardé avec méfiance cette entité imposée par l'État et pouvant menacer l'autonomie communale. Mais en responsable pragmatique, malgré les inconnues sur les moyens qui lui seraient consentis, il s'en est saisi plutôt que de s'y opposer. À sa suite, à partir de 1971, Arthur Notebart, le maire socialiste de Lomme, commune riveraine de Lille, a tiré tous les partis possibles de la communauté urbaine... Puis Pierre Mauroy, en 1989, peu après avoir quitté l'hôtel Matignon, a jugé que le fauteuil de président de la CUDL était digne d'un ancien Premier ministre. Martine Aubry, enfin, s'est investie avec autant de résolution, si ce n'est plus, dans la conduite de la communauté urbaine rebaptisée « Lille-Métropole » (LMCU), de 2008 à 2014...

Depuis que les moustiques ont été terrassés (enfin presque), la communauté a vu son enveloppe se transformer plusieurs fois. Elle a perdu quatre communes, du fait du mariage d'Hellemmes et Lomme avec Lille et de la fusion de trois villages dans la ville nouvelle de Villeneuve d'Ascq à partir de 1970... mais cinq bourgs de la

région des Weppes l'ont ralliée au 1er janvier 2017. Elle s'est délestée de quelques obligations : la charge des collèges et des lycées, transférée respectivement au Département et à la Région ou celle du service de secours et d'incendie, remise au Département du Nord. À l'inverse, elle a gonflé au fil de nombreuses prises de compétences. Au-delà du socle de l'urbanisme, des transports, de la distribution de l'eau potable, de l'assainissement, de la voirie et du traitement des déchets, les cordes de l'arc communautaire se déploient aujourd'hui jusqu'à l'économie, la culture, les politiques relatives aux quartiers en difficulté, la nature et le cadre de vie, les réseaux numériques. Au regard du droit français, l'Établissement public de coopération intercommunale (ÉPCI) n'a pas le statut de collectivité locale de plein exercice 1. Le fait qu'il ait été transformé récemment par la loi en « Métropole européenne de Lille » (MEL) ne change rien à cet égard. Cinquante ans après sa fondation, il n'en est pas moins devenu un géant institutionnel, la troisième agglomération de France hors Paris, censée répondre aux besoins d'un million cent mille habitants dans une vingtaine de domaines. Son budget 2018 atteint 1,8 milliard d'euros, soit quatre fois celui de la ville de Lille.

### **Du sous-sol aux cimaises**

Le demi-siècle qui court de la CUDL à la MEL est parsemé de grandes et belles réalisations, au premier rang desquelles le VAL, le métro automatique, qui fut au temps de son lancement, en 1983, le moyen de transport en commun le plus moderne du monde. Certes, sa mise sur rails fut contestée par de nombreux acteurs locaux. Le développement du réseau a aussi pâti de dissensions entre élus. Les maires du nord-est de la métropole ne parvenant pas à se mettre d'accord sur un tracé desservant Roubaix, Tourcoing et quelques voisines, l'impétueux président Arthur Notebart en a profité pour tirer la ligne 1 du métro vers l'ouest, jusqu'à son pré carré de Lomme. Il a fallu attendre 2000 pour que le petit véhicule sans conducteur chemine sous terre jusqu'au quartier de la Bourgogne à Tourcoing et s'arrête là, à quelques dizaines de mètres de la frontière mouscronnoise. En dépit de ces cahots, le métro a amélioré la circulation dans l'espace communautaire. 275 000 voyageurs l'utilisent chaque jour ; cela représente plus de 100 millions de trajets par an. Ses quarante-quatre kilomètres de lignes et ses soixante stations constituent un atout majeur... dont le coût – le solde de l'investissement de 2,8 Md€ et le fonctionnement – pèse lourd sur les finances métropolitaines.

L'ÉPCI a réalisé d'autres équipements, sans doute moins connus. Des stations d'épuration des eaux usées, comme le gigantesque complexe de Marquette-lez-Lille, remis aux normes il y a peu, ou celui du Grimonpont à Watrelos, qui traite une part d'effluents en provenance de Belgique. Le musée d'Art moderne de Villeneuve d'Ascq (le « LaM »), construit pour abriter une dotation d'un patron de l'industrie textile, et le Stadium Nord de Villeneuve d'Ascq, enceinte qui a beaucoup vibré au rythme des meetings d'athlétisme. La

MEL participe aussi à des projets urbains, et souvent même les pilote : le centre tertiaire Euralille, les Rives de la Haute-Deûle, le site Saint-Sauveur à Lille ; ou encore la grande opération de l'Union à Roubaix-Tourcoing, envisagée comme un pendant d'Euralille mais loin toutefois d'être à ce niveau. Elle a contribué enfin, sous la houlette de Martine Aubry, au montage de pôles d'excellence aux franges de Lille : Euratechnologies, qui regroupe des start-up dans un ancien « château fort » de l'industrie textile, ou Eurasanté, sorte de campus du soin et de la recherche médicale.

### **La déesse Renommée**

Et puis, il y a le gros dernier, l'un des équipements les plus marquants du parcours : le grand stade de Lille, baptisé « Pierre-Mauroy » bien que l'homme n'aimât pas le football. Comme le métro, le stade n'est pas très bien né. Au cours d'une séance homérique en février 2008, les conseillers de Lille-Métropole ont renoncé au projet présélectionné pour valider celui du groupe de BTP Eiffage, plus ambitieux mais plus coûteux. Une ombre venue de ce soir de revirement plane encore sur l'assemblée et sur son président Damien Castelain, mis en examen en 2017 pour favoritisme et trafic d'influence passif. Mal lui a pris d'accepter un cadeau (un voyage en Hongrie) du constructeur de l'édifice... Le stade a été réalisé, entre 2010 et 2012, sous le régime du partenariat public-privé, pour une addition de quelque 600 M€, aménagement des accès routiers compris. C'est d'abord une arène destinée au football, d'une capacité de 50 000 spectateurs : elle est le terrain d'accueil du club professionnel de Lille, mais elle a aussi servi de cadre à des rencontres de l'Euro 2016. Hors de ces moments, une partie de sa pelouse peut se rétracter et dévoiler une « boîte » creusée dans le sol, propice à l'organisation de concerts ou d'autres compétitions sportives (la finale de la coupe Davis de tennis France-Belgique par exemple...). De l'avis de nombreux observateurs, ce stade multi-usage contribue grandement à « booster » la notoriété de la métropole.

D'autres gardent en travers de la gorge les aléas de sa réalisation et l'énormité de la facture. Il en est d'autres encore pour critiquer la course à l'attractivité disputée par trois générations d'élus communautaires ; et par son actuelle équipe exécutive en particulier. Pendant qu'elle se dépensait en relations internationales, en drague d'entreprises étrangères, en candidatures à divers labels, en grandes saisons culturelles, la MEL (au fait, quel nom peu attrayant !) n'a presque rien changé à la situation économique et sociale de son territoire, disent ceux-là. De fait, si la mutation du tissu d'activités local, de l'industrie vers le tertiaire, a été accomplie et accompagnée par les pouvoirs publics, des dizaines de milliers d'habitants de l'agglomération sont restés à l'écart. C'est le point de vue qui sous-tend le retentissant ouvrage « Sociologie de Lille », publié par le collectif d'enseignants et chercheurs « Degeyter » en juillet 2017<sup>2</sup>. La pauvreté, voire la misère, sont présentes et visibles dans les rues de Lille, Roubaix,

Tourcoing, Wattrelos, Armentières, Mons-en-Barœul et Hem, Loos et Seclin et même Villeneuve d'Ascq ou La Madeleine. À la décharge de l'ÉPCI, il faut dire que le traitement des conséquences du chômage et de la précarité n'a jamais été dans ses prérogatives ; en France, il relève des Départements et, pour une petite part, des communes.

### **Effet d'entraînement et mouvements aléatoires**

Hors de son strict périmètre, la MEL fait-elle ressentir les effets ou les bienfaits de sa puissance ? Non, elle n'irradie pas les autres territoires du Nord et du Pas-de-Calais, répètent les responsables de l'ancien bassin minier, de la région d'Arras et du littoral, ainsi que des édiles flamands et wallons<sup>3</sup>. Quand nous proposons de réfléchir ou de travailler avec vous, nous sommes taxés de gêneurs ou de conquistadors, répliquent les « Lillois ». Qu'y a-t-il d'objectif dans ces querelles récurrentes ? Que l'agglomération lilloise a seulement cent cinquante ans d'âge et qu'elle a peiné à s'imposer dans un « pays » où d'autres beffrois avaient poussé avant elle. Que ses choix d'aménagement suivant un axe ouest-est, privilégiant Villeneuve d'Ascq, ont compliqué ses rapports avec la Belgique et le Pas-de-Calais. Que la congestion routière quotidienne aux portes sud et nord de la métropole n'arrange rien à l'affaire. Que les relations entre l'ÉPCI et le Conseil régional ont été détestables, quand les socialistes Martine Aubry et Daniel Percheron présidaient les deux institutions, et qu'elles recommencent à peine à exister depuis que Xavier Bertrand, le leader de droite, est à la tête des « Hauts-de-France »... Un autre morceau de vérité se trouve dans les mouvements aléatoires et petits déséquilibres internes qui affectent toujours la dite « communauté » après un demi-siècle d'existence. Contrairement à ce qui se passe dans les autres métropoles françaises, la ville-centre ne représente qu'une petite part de l'ensemble, à peine 20 % de la population totale. Par ailleurs, le sol de l'agglomération est composé à 44 % de terres agricoles ; la MEL de 2018, comme ses aïeules la CUDL et LMCU, compte bon nombre de bourgs et villages quasi ruraux. De cette situation procèdent des rivalités entre grands et petits, localités « industrielles » et clochers « campagnards », « cœur » et « versants », le tout aggravé quand les appartenances politiques s'expriment.

Ce fut le cas pendant le mandat de Martine Aubry. À son arrivée à la présidence en 2008, un fossé s'est ouvert entre l'exécutif de gauche et ses alliés centristes d'une part, et la minorité de droite d'autre part. La maire de Lille soutenait un projet intéressant, fondé sur la notion de ville intense. Des grands débats sur l'économie, la mobilité, le logement ont été organisés en prélude aux décisions dans ces domaines. Mais le face-à-face politicien et la gouvernance très resserrée qui ont prévalu durant six ans ont contrarié l'exécution de cette ambition. Et tout le monde, droite comme gauche, y a perdu, affirment des conseillers témoins de ce temps. Sous la magistrature de Pierre Mauroy également, les groupes d'élus, rassemblés par partis et par affinités territoriales, structuraient



le fonctionnement de l'institution. Mais la différence entre les deux époques et personnalités tient dans un mot : consensus. Sans mettre ses convictions dans sa poche, pas plus que son goût pour la politique, Pierre Mauroy a eu la finesse de « démilitariser » la communauté urbaine. Il y a pratiqué une administration ouverte aux diverses sensibilités et ordonné le développement de tous les sous-territoires, notamment ceux qui se sentaient parents pauvres. Ainsi Roubaix et Tourcoing ont-elles obtenu le lancement du projet urbain de l'Union et des moyens précieux pour redynamiser leurs centres... Parfois cette posture a retardé des prises de décisions ; souvent, elle a permis des avancées. Jamais elle n'a engendré de blocages sérieux.

### **Un villageois sur le toit des villes**

En 2014, c'est donc Damien Castelain, le maire d'une bourgade de 900 habitants (Péronne-en-Mélantois), qui s'est assis dans le premier siège métropolitain, à la tête d'une majorité composite. Le Parti socialiste n'était plus en position de conquérir le poste, ayant perdu des maires de poids aux précédentes élections municipales ; et la droite, pourtant bien placée, n'a pas réuni un nombre de voix suffisant. Quelques doutes et sourires ont accompagné l'introduction de cet élu inattendu. Certes, il combinait dynamisme et expérience : pas encore quinquagénaire, il siégeait au conseil communautaire depuis 1998 et y avait occupé l'importante vice-présidence consacrée à l'eau et à l'assainissement. Mais n'était-il pas trop « villageois » pour assumer la présidence de l'ÉPCI ? Sans complexe, Damien Castelain a mis ses pas dans ceux de ses prédécesseurs. Le costume de Pierre Mauroy est de fait un peu large pour lui — il n'a pas, sur l'assemblée, l'impériale autorité de l'ancien Premier ministre — mais

il a repris à son compte la méthode du consensus « au-delà de l'idéologie » et s'applique à partager la gestion de l'établissement. Le conseil, qui n'est pas à l'abri d'une guéguerre des beffrois, compte tenu de la nouvelle géopolitique locale, lui en sait gré.

En trois ans, le petit patron s'est affirmé. Pour exemple, ses initiatives en faveur d'une amélioration des mobilités, comme le projet de « péage positif » qui récompenserait les automobilistes évitant les heures de pointe. Il a marqué des points, surfant sur plusieurs événements sportifs accueillis au stade Pierre-Mauroy et il a décroché, avec Martine Aubry, maire de Lille et encore vice-présidente de la MEL, le label de capitale mondiale du design pour 2020. Il entend aussi laisser son empreinte dans l'espace en réinstallant les services de l'ÉPCI dans un immeuble à construire à Euralille. Lors d'un nouveau scrutin rendu obligatoire par l'entrée dans la métropole de cinq communes supplémentaires, en décembre 2016, il a été réélu président sans contestation. N'étaient sa mise en cause devant les tribunaux et le dédain manifesté, en novembre 2017, par l'Agence européenne du médicament pour une implantation à Lille, Damien Castelain pourrait voir la vie en rose...<sup>4</sup>

### **Bourgs et villes toujours au centre**

La maison tourne ; l'appareil technique manque toujours un peu de souplesse, mais il est performant. « C'est un outil dont plus aucun maire ne voudrait se passer », certifie son président. Plusieurs cadres de haut niveau ont rallié l'établissement ces derniers temps et le directeur général des services, se muant parfois en directeur de cabinet du président, mène les affaires d'une main de fer. Pour autant, le bel engin et ses fringants conducteurs sont largement ignorés du grand public nordiste. Le statut et le rôle de la métropole sont méconnus, ses interventions dans l'espace métropolitain sont mal identifiées. Et cette coupure d'avec le terrain tourne au cercle vicieux : peu soumises à débats et à enrichissements, ses politiques voient leur pertinence minorée et leur efficacité réduite. Aux yeux des électeurs, la MEL demeure un « machin », pour reprendre l'expression gaullienne appliquée à l'ONU.

Doit-on y voir le résultat du mode de composition des conseils communautaires ? Jusqu'à 2014, les élus délégués dans les structures intercommunales étaient désignés par les conseils municipaux, après l'élection de ceux-ci. Une loi de 2013 a introduit une dose de suffrage universel direct. Dorénavant, dans les villes de plus de 1 000 habitants, les noms des délégués potentiels figurent sur les listes en lice : en votant pour l'une ou l'autre, le citoyen de la métropole lilloise sait, grâce à ce système de « fléchage », quelles personnes il peut envoyer à la MEL.

Pour donner légitimité et chair à l'ÉPCI, faut-il aller plus loin, jusqu'à une élection qui lui serait propre, au suffrage universel direct « intégral » ? Les avis sont très partagés là-dessus. Officiellement, nul ne refuse la confrontation avec l'électeur. Mais des ténors comme Damien Castelain, Martine Aubry ou

Marc-Philippe Daubresse, ancien ministre du Logement et spécialiste de l'urbanisme métropolitain, estiment absolument nécessaire que toutes les communes, même les plus petites, soient représentées dans l'assemblée et y disposent au moins d'une voix. Le principe du suffrage universel ne devrait donc s'appliquer qu'à la moitié du corps des conseillers ; les autres continueraient à émaner des conseils municipaux. Ainsi les communes qui craignaient de se perdre, il y a cinquante ans, dans une institution supérieure dominante, en constituent toujours l'alpha et l'oméga... La MEL, parvenue à un âge respectable, semble condamnée à une identité de second rang. Peser si lourd dans la cité et y représenter si peu, voilà bien un curieux paradoxe. ■

#### NOTES

- 1 Personne morale administrée par un conseil élu au suffrage universel direct, investie d'une compétence générale sur son territoire.
- 2 L'ouvrage est paru aux éditions de La Découverte. Le nom du collectif renvoie à celui de Pierre de Geyter, ouvrier belge venu travailler à Lille à la fin du dix-neuvième siècle, auteur de la musique de « L'Internationale ».
- 3 Au cours d'un discours-fleuve prononcé le 25 janvier lors du cinquantenaire de la MEL, son président Damien Castelain n'a évoqué qu'un seul exemple de coopération transfrontalière : celle qui pourrait réunir policiers belges et français dans un « centre de supervision métropolitain ». Il a par ailleurs annoncé l'adoption par le groupement Eurométropole d'un nouveau « schéma de coopération transfrontalière », sans fixer d'échéance précise.
- 4 À l'heure où nous bouclons ce numéro, le président est mis en cause par un site d'information nordiste pour usage de fonds publics pour des dépenses privées, des faits qu'il nie. Par ailleurs, une partie de l'assemblée métropolitaine a demandé le report de l'examen d'un projet qui lui est cher : la réalisation d'une nouvelle ligne de tramway entre la gare Lille-Flandres et l'aéroport de Lille-Lesquin.

nederlandse versie

---

## De metropool Rijsel: vijftig jaar jong en zoveel gemeenten (erbij)...

Bertrand Verfaillie

In zwart-wit glijden de beelden van de reportage voorbij.

Voor de commentaar lossen twee journalisten elkaar af.

Het taalgebruik en de intonatie tegen een achtergrond van

jazzy pianomuziek zijn heel kenmerkend voor de "tijd van toen". We schrijven 30 december 1966 en de Franse televisie (Office national de Radio-télévision) had het die avond in haar programma "Nord Actualités" over de mogelijke oprichting door het Franse Parlement van een "communauté urbaine" (stedelijke gemeenschap) op het grondgebied Rijsel-Roubaix-Tourcoing. Het zou een manier zijn om de industriële vestigingen beter te verdelen en het stedelijk openbaar vervoer praktischer te organiseren, stelden de commentatoren niet zonder enige aarzeling. Misschien zou er een betere synchronisatie komen van de driekleurige verkeerslichten op de "grand boulevard" die over het grondgebied van zes steden de drie polen met elkaar verbindt? Maar het meest komische was dat de "communauté urbaine" in wording zich misschien om de muggen zou kunnen bekommeren, die sowieso lak hebben aan gemeentelijke grenzen. Op het scherm





verscheen dan een bijdrage in de krant *La Voix du Nord* die nog harder op de steekmuggen hamerde: “In afwachting van de sanering zou de strijd op het niveau van de ‘Metropool’ [met aanhalingstekens!] moeten worden gevoerd.”

### **Een indringster... die vrij snel in de armen gesloten werd**

Het illustreert wel dat de administratieve indeling die al de volgende dag, op oudejaarsdag 1966, bij wet werd ingesteld, als iets heel vreemds kon overkomen, als een van-alles-en-nog-wat, als een soort instantie met magische krachten. Tijdens een andere uitzending enkele maanden later op de regionale televisie, ging de journalist er zelfs van stamelen: “Een metropool bouwen: is dit thema niet...

een ietwat te uitgebreid thema?” De man aan wie de vraag werd gesteld zou deze weldra in enkele rake zinnen van tafel vegen: die man was Augustin Laurent, de socialistische burgemeester van Rijsel, ex-minister en volksvertegenwoordiger. Na een nachtelijk overleg met de 89 betrokken gemeenten op de prefectuur du Nord had hij zojuist, op 22 december 1967, de leiding genomen van de nieuwe “Communauté urbaine de Lille” (CUDL). Zoals zoveel van zijn collega’s stond Augustin Laurent behoorlijk wantrouwig tegenover de door de overheid opgedrongen entiteit die bovendien de gemeentelijke autonomie kon bedreigen. Maar vanuit een pragmatische verantwoordelijkheidszin en ondanks veel onduidelijkheid over de middelen die hem zouden worden toegekend, verkoos hij de zaak aan te pakken in plaats van in verzet te gaan. In zijn spoor volgde vanaf 1971 Arthur Notebart, de socialistische burgemeester van de naburige gemeente Lomme, die alle mogelijke troeven uit de nieuwe entiteit wist te halen... In 1989 vond zelfs de voormalige eerste minister Pierre Mauroy dat de voorzittersstoel van de CUDL een waardig alternatief was nadat hij even tevoren de ambtswoning van de Franse premier, Hôtel Matignon, had verlaten. Ten slotte nam Martine Aubry, van 2008 tot 2014, met ten minste evenveel vastberadenheid het roer in handen van de “communauté urbaine” die intussen was omgedoopt tot “Lille-Métropole” (LMCU).

Sindsdien, nadat de muggen – althans bijna – waren geveld, onderging de entiteit verschillende wijzigingen. Eerst verloor ze vier gemeenten omdat Hellemmes en Lomme met Rijsel werden verenigd en drie dorpen vanaf 1970

fuseerden met de nieuwe gemeente Villeneuve d'Ascq. Anderzijds kwamen er op 1 januari 2017 vijf grote dorpen uit de regio Weppes bij. Inhoudelijk kon ze enkele zware verplichtingen afstoten zoals de verantwoordelijkheid voor de middelbare scholen (collèges en lycées) die respectievelijk naar het departement en naar de regio verhuisden en voor de hulpdiensten of brandweer die door het departementaal niveau werden overgenomen. Omgekeerd ging ze behoorlijk uitzetten door de overname van een aantal nieuwe bevoegdheden. Naast de grote sokkel met urbanisme, (openbaar) vervoer, distributie van drinkbaar water, sanering, wegnen en afvalverwerking, spreidden de gemeenschappelijke vleugels zich intussen ook uit over de domeinen zoals economie, cultuur, beleid in achtergestelde buurten, natuur en leefomgeving en digitale netwerken. Ten aanzien van het Franse recht had het Établissement public de coopération intercommunale (ÉPCI) niet de status van een volwaardige "collectivité locale"<sup>1</sup>. Ook het feit dat het door een recente wet werd omgevormd tot "Métropole européenne de Lille" (MEL) heeft op dit vlak niets veranderd. Maar vijftig jaar na zijn oprichting, is het toch tot een institutionele reus uitgegroeid. Parijs buiten beschouwing gelaten, is het de derde grootste Franse agglomeratie, die op een twintigtal domeinen verantwoordelijk is voor de noden van één miljoen honderdduizend bewoners. Zijn begroting 2018 bedraagt 1,8 miljard euro, het vierdubbele van de stad Rijsel.

### **Van de kelder tot de top**

De halve eeuw geschiedenis vanaf de CUDL tot en met de MEL ligt bezaaid met grootse en prachtige verwezenlijkingen, met op de eerste plaats de VAL, de volautomatische metro die op het ogenblik van zijn indiensttreding in 1983 het modernste openbaar vervoermiddel ter wereld was. Natuurlijk werd de ingebruikname ook door talrijke plaatselijk actoren gecontesteerd en de uitbreiding van het net heeft ook te lijden gehad van de onenigheid onder de plaatselijke politici. Toen de burgemeesters ten noordoosten van de metropool het niet eens konden worden over het tracé richting Roubaix, Tourcoing en enkele andere naburige gemeenten, profiteerde de onstuimige voorzitter Arthur Notebart ervan om de lijn 1 van de metro naar het westen door te trekken, naar zijn eigen politieke speeltuin in Lomme. Het duurde nog tot het jaar 2000 alvorens het kleine voertuig zonder bestuurder ondergronds de wijk Bourgogne in Tourcoing als eindpunt bereikte, op amper enkele tientallen meters van de grens met Moeskroen. Ondanks die enkele hindernissen betekende de metro een aanzienlijke verbetering voor het verkeer in de openbare ruimte van de hele entiteit. Er zijn dagelijks zo'n 275.000 reizigers, goed voor jaarlijks meer dan 100 miljoen verplaatsingen. Die vierenzeventig kilometer spoor en zestig stations vormen ongetwijfeld een belangrijke troef... waarvan de kost – het saldo van de 2,8 miljard investering plus de werkingskosten – weliswaar zwaar doorweegt op de financiën van de metropool.

verwezenlijkt. Zuiveringsinstallaties voor afvalwater bv., zoals het gigantische complex van Marquette-lez-Lille dat onlangs aan de huidige normen werd aangepast, of dat van Grimonpont in Wattrelos dat zelfs een hoeveelheid afvalwater uit België behandelt. Verder zijn er het museum voor moderne kunst in Villeneuve d'Ascq (het "Lam") dat gebouwd werd om de schenking van een belangrijke industrieel onder te brengen of het Stadium Nord in Villeneuve d'Ascq, waar vooral atletiekwedstrijden het publiek vaak in vervoering brachten. De MEL heeft ook een aandeel in stedelijke projecten of neemt er zelfs vaak het voortouw van, bv. voor het tertiaire centrum Euralille, de Rives de la Haute-Deûle, de site van Saint-Sauveur in Rijsel zelf, of nog de Union in Roubaix-Tourcoing die als een - weliswaar minder grootse - tegenhanger voor Euralille was gedacht. Onder de leiding van Martine Aubry heeft hij ook bijgedragen tot de oprichting van de "pôles d'excellence" langs de grenzen van Rijsel: Euratechnologies bv., die een aantal start-ups bijeenbrengt in een voormalige 'burcht' van de textielindustrie, of Euro Santé, een soort campus rond zorg en onderzoek op medisch vlak.

### **De godin Fama**

En dan is er nog de meest recente vette kluit, een van de markantste uitrustingen op het hele parcours: het groot stadion van Rijsel, dat "Pierre Mauroy" werd gedoopt hoewel de man helemaal niet van voetbal hield. Op een homerische zitting besloten de raadsleden van Lille-Métropole opeens om af te zien van het voorgeselecteerde project en de voorkeur te geven aan het project van de groep BTP Eiffage, dat weliswaar ambitieuzer maar ook duurder was. Er is op dat vlak een schaduw blijven hangen over de volksvertegenwoordiging en haar voorzitter Damien Castelain die in 2017 in verdenking werd gesteld op beschuldiging van favoritisme en ongeoorloofde passieve beïnvloeding. Het geschenk (een reis naar Hongarije) dat hij van de aangeduide bouwfirma aannam, is hem zwaar op de maag blijven liggen... Het stadion werd van 2010 tot 2012 verwezenlijkt onder het stelsel van een partnership tussen overheid en privé, voor een totale kost van 600 miljoen euro, met inbegrip van de aanleg van toegangswegen. Het is vooral een voetbaltempel die plaats biedt aan 50.000 toeschouwers en de thuishaven van de LOSC, de professionele voetbalclub van Rijsel. Er worden evenwel ook andere wedstrijden gespeeld, bv. tijdens het EK 2016. Maar daarbuiten kan een deel van het voetbalveld worden weggeschoven zodat in de grond een soort "kuip" tevoorschijn komt waar bv. concerten kunnen worden gehouden of andere sportcompetities (zoals in november 2017 nog de finale van de Daviscup tennis tussen Frankrijk en België). Heel veel waarnemers zijn het erover eens dat dit stadion met zijn veelzijdige gebruiksmogelijkheden ruim heeft bijgedragen tot een ware boost voor de naambekendheid van de metropool.

Anderen blijven nochtans vooral met onvrede zitten door alle wisselvalligheden tijdens de bouwfase en vanwege de enorme factuur. Nog anderen uiten zware kritiek op het feit dat nu al drie generaties verkozenen, en niet in

het minst de huidige bewindsploeg, koortsachtig blijven zoeken of zelfs met elkaar wedijveren om de metropool aantrekkelijk te maken. Terwijl die lui zich op internationale relaties storten, grote buitenlandse ondernemingen proberen te lokken, zich kandidaat stellen voor diverse labels of grote culturele seizoenen aankondigen, heeft de MEL, zo zeggen ze, (overigens een weinig aantrekkelijke benaming!) bijna niets veranderd aan de economische en sociale toestanden op zijn grondgebied. De overgang van industrie naar de tertiaire sector in het plaatselijke weefsel van activiteiten mag dan wel door de overheid zijn verwezenlijkt of begeleid, de facto is die aan tienduizenden inwoners van de agglomeratie voorbijgegaan. Dit is ook het standpunt dat aan de grondslag ligt van het opzienbarend boek *Sociologie de Lille* dat in juli 2017 werd gepubliceerd door een groep van leerkrachten en onderzoekers, het zogenaamde collectief “Degeyter”<sup>2</sup>. Armoede en zelfs pure ellende zijn zichtbaar aanwezig in de straten van Rijsel, Roubaix, Tourcoing, Wattrelos, Armentières, Mons-en-Barœul en Hem, Loos en Seclin en zelfs in Villeneuve d’Ascq of La Madeleine. Ter verontschuldiging van het ÉPCI moet worden gezegd dat de aanpak van de gevolgen van werkloosheid en van bestaansonzekerheid nooit tot zijn prerogatieven heeft behoord: in Frankrijk behoort dit tot de bevoegdheden van het departement en voor een klein gedeelte van het gemeentelijk niveau.

### **Meezuigeffect en grillige bewegingen**

Laat de MEL ook zijn effecten of zijn weldaden voelen buiten de strikte grenzen van zijn perimeter? Nee, er is geen uitstraling op de andere grondgebieden van de eerdere departementen Nord of de Pas-de-Calais, beweren vaak de verantwoordelijken van het vroegere mijnbekken, van de streek rond Atrecht (Arras) en het kustgebied, evenals de Vlaamse of Waalse raadslieden<sup>3</sup>. “Maar als we een voorstel doen om samen met jullie na te denken of te werken, krijgen we de naam vervelend te zijn of ‘conquistadores’”, weerleggen de “Lillois”. Schuilt er iets van objectiviteit in die weerkerende ruzies? Ja, in die zin dat de agglomeratie Rijsel amper honderdvijftig jaar oud is en veel moeite heeft gehad om enig gezag te verwerven in een “land” waar al veel vroeger een aantal belforten waren ontstaan. Ja, in die zin dat de aanleg bewust volgens een as van West naar Oost is verlopen, met ruim voordeel voor Villeneuve d’Ascq, en dat daardoor de relaties met België en de Pas-de-Calais danig werden bemoeilijkt. Ja, in die zin dat het dagelijks weerkerende verkeersinfarct aan de zuidelijke en noordelijke toegang tot de metropool natuurlijk nergens goed voor is. En ja, in die zin dat de relaties tussen het ÉPCI en de Conseil régional ten tijde van de respectieve socialistische voorzitters Martine Aubry en Daniel Percheron gewoon afschuwelijk waren en dat ze tegenwoordig amper weer worden aangeknoopt sinds de rechtse kopman Xavier Bertrand aan het hoofd staat van de regio “Hauts-de-France”... Er ligt ook nog een brok waarheid vevat in de grillige bewegingen en kleine interne evenwichtsstoornissen die onvermijdelijk een zogenaamde “communauté” in een



vijftigjarig bestaan treffen. Anders dan wat er zich in de andere Franse metropolen afspeelt, vertegenwoordigt het centrale stedelijke gedeelte slechts een klein deel van het geheel, amper 20 % van de totale bevolking. Overigens bestaat het bodemoppervlak van de agglomeratie voor 44 % uit landbouwgebied. Net zoals zijn voorouders, de CUDL en de LMCU, telt de MEL in 2018 een groot aantal kleine en iets grotere, quasi landelijke, dorpen. Uit een dergelijke toestand groeit een rivaliteit tussen groten en kleintjes, tussen “industriële” gebieden en “landelijke” kerktorens, tussen de “kern” en de “periferie”, dat alles nog versterkt als de betrokkenen tot verschillende politieke families behoren.

22 Dat was met name het geval tijdens het mandaat van Martine Aubry. Toen ze in 2008 in de voorzittersstoel plaatsnam, ontstond er een gapende kloof



tussen de linkse uitvoerende macht en, enerzijds zijn bondgenoten uit het centrum, anderzijds de rechtse minderheid. De burgemeester van Rijsel ondersteunde een erg interessant project, gestoeld op het begrip “intense stad”. Als voorspel op de beslissingen werden grote debatten georganiseerd over economie, mobiliteit en huisvesting. Maar de partijpolitieke tegenstellingen en het zeer strakke bestuur dat in die zes jaren werd gevoerd, hebben deze ambitie gefnuikt. En uiteindelijk waren er zowel links als rechts alleen maar verliezers, beweren toenmalige raadsleden die dus ook directe getuigen waren. Ook onder het bestuur van Pierre Mauroy, werd de werking van de instellingen gestructureerd door de verkozenen die zich volgens hun politieke partij of hun territoriale verbondenheid groepeerden. Maar het verschil tussen deze twee tijdperken – en deze twee persoonlijkheden – kan tot een enkel woord worden herleid: consensus. Zonder zijn overtuigingen, noch zijn gevoel voor politiek geweld aan te doen, wist Pierre Mauroy niet zonder finesse de communauté urbaine te “demilitariseren”. Zijn bestuur stond open voor de diversiteit aan overtuigingen en gevoeligheden en hij zorgde voor de ontwikkeling van alle deelgebieden, met name degene die zich achtergesteld voelden. Zo verkregen Roubaix en Tourcoing dat het stedelijk project l’Union werd gelanceerd en konden ze bovendien over aanzienlijke middelen beschikken om hun respectieve centra nieuw leven in te blazen... Soms leidde deze aanpak tot het uitstellen van beslissingen, maar hij maakte vaak een flinke doorbraak mogelijk. In ieder geval heeft hij nooit aanleiding gegeven tot ernstige blokkeringen.

### **Een dorping naar de top**

De man die in 2014 aan het hoofd van een vrij heterogene meerderheid op het hoogste schavotje van de metropool plaatsnam, was dus Daniel Castelain, de burgemeester van een piepkleine gemeente van 900 inwoners (Péronne-en-Mélantois). De socialistische partij, die bij de laatste gemeenteraadsverkiezingen verschillende belangrijke burgemeesters had verloren, was niet meer in staat de post te claimen en ondanks een gunstige uitgangspositie wist ook rechts onvoldoende stemmen te vergaren. De aanstelling van deze onverwachte figuur ging gepaard met enkele twijfels en (meewarige) glimlachjes. Dat hij daadkracht met ervaring combineerde stond buiten kijf: hij was nog geen vijftig, maar hij zetelde al in de raad sinds 1998 waar hij het belangrijke vicevoorzitterschap had waargenomen met bevoegdheid over water en sanering. Maar was hij niet al te zeer een “dorpeling” om zomaar het voorzitterschap van

het ÉPCI op te nemen? Damien Castelain trad zonder complexen in het spoor van zijn voorgangers. Wellicht zit het pak van Pierre Mauroy iets te ruim bij hem – hij beschikt niet over de keizerlijke gezagsuitoefening van de oud-eerste-minister –, maar hij heeft de methode van de consensus “over de ideologische grenzen heen” overgenomen en hij doet zijn best om ook anderen aan het bestuur van de instelling te laten participeren. Rekening houdend met de nieuwe plaatselijke geopolitiek ligt hij op die manier vrij goed bij de raad die overigens nooit immuun is voor enig gekibbel onder de aanhangers van de verschillende belforten.

In drie jaar tijd heeft de “kleine” baas zich laten gelden. Bijvoorbeeld door initiatieven voor een betere mobiliteit zoals een “positieve tol” die autobestuurders beloont die zich buiten de spitsuren verplaatsen. Hij scoorde ook met verschillende sportevenementen in het Stade Mauroy en samen met Martine Aubry, burgemeester van Rijsel en nog altijd ondervoorzitster van de MEL, behaalde hij voor de metropool het label World Design Capital voor 2020. Hij heeft ook de bedoeling een materieel spoor na te laten door de diensten van het ÉPCI in een nieuw gebouw in Euralille onder te brengen. In december 2016 waren nieuwe verkiezingen noodzakelijk omdat vijf nieuwe gemeenten tot de metropool waren toegetreden en hij werd zonder de minste betwisting opnieuw gekozen. De toekomst lacht Damien Castelain dus toe... behalve dat hij nu in een rechtszaak is verwickeld en dat hij in november 2017 de vestiging van het Europees Geneesmiddelenbureau aan zijn neus (en Rijsel) voorbij zag gaan.<sup>4</sup>

### **Dorp en stad blijven centraal**

De huishouding draait: het mankeert het technische apparaat nog altijd een beetje aan soepelheid maar het levert hoogstaande prestaties. “Het is een instrument dat geen enkele burgemeester voortaan wil missen”, verklaart de voorzitter. De instelling heeft de jongste tijd verschillende kaderleden van hoog niveau weten aan te trekken en de algemene directeur, die soms de pet van kabinetschef van de voorzitter opzet, leidt het geheel met ijzeren hand. Toch blijven dat fraaie apparaat en zijn zwierige bestuurders voor het grote publiek grotendeels onbekenden. De status en de rol van de metropool zijn amper bekend en haar tussenkomsten in de haar toegemeten ruimte worden amper als dusdanig (h)erkend. Een dergelijke breuk met wat op het terrein gebeurt, wordt al gauw een vicieuze cirkel: een beleid dat zelden voorwerp is van debat of verrijking, ziet zijn relevantie ondergewaardeerd en zijn doeltreffendheid beperkt. In de ogen van de kiezers blijft de MEL een “ding” zoals generaal De Gaulle ooit de UNO bestempelde. Sommigen zien er het resultaat in van de manier waarop de raden op het niveau van de “communauté urbaine” worden samengesteld. Tot in 2014 werden de verkozenen die naar de intercommunale structuren werden afgevaardigd aangeduid door de gemeenteraden als die eenmaal waren verkozen. In 2013 werd bij wet een gedeeltelijke rechtstreekse algemene verkiezing ingevoerd.

In de steden van meer dan 1.000 inwoners prijken voortaan de namen van

potentiële afgevaardigden op de meedingende lijsten: de kiezer uit de Rijselse metropool die zijn stem aan de ene of andere lijst geeft, weet dankzij dit “pijljes-systeem” welke personen hij mogelijkwijs naar de MEL afvaardigt.

Moeten er nog meer stappen worden gezet om het ÉPCI mee legitimiteit en inhoud te geven? Misschien door een specifieke verkiezing voor deze structuur, op basis van een “integrale” rechtstreekse algemene verkiezing? De meningen zijn op dit punt zeer verdeeld. Officieel is niemand bang voor een confrontatie met de kiezers. Maar tenoren zoals Damien Castelain, Martine Aubry of Marc-Philippe Daubresse, een voormalige minister van huisvesting en expert inzake urbanisme in de metropool, vinden het een absolute noodzaak dat elke gemeente, tot het kleinste dorp toe, in de raad vertegenwoordigd blijft en er ten minste over één stem beschikt. Het principe van algemene verkiezing zou dus maar voor de helft van de raadsleden mogen gelden, terwijl de andere helft uit de leden van de gemeenteraden zou bestaan. En zo blijven de gemeenten, die vijftig jaar geleden zo bang waren om in een hogere en overheersende instelling te worden opgeslokt, er de alfa en de omega van vormen... Terwijl de MEL met zijn intussen respectabele leeftijd veroordeeld lijkt om de tweede viool te blijven spelen. Zo zwaar doorwegen in het bestaan van een stad en er tegelijkertijd zo weinig betekenen, het blijft een vreemde paradox. ■

(Uit het Frans vertaald door Michel Perquy)

#### NOTEN

- 1 Een rechtspersoon bestuurd door een raad die via algemeen stemrecht werd verkozen en die een algemene bevoegdheid op zijn grondgebied uitoefent.
- 2 Het boek verscheen bij de uitgeverij La Découverte. De naam van het collectief verwijst naar Pierre De Geyter, een Belgische arbeider die op het einde van de 19de eeuw naar Rijsel was gaan werken. Hij componeerde de muziek van de Internationale.
- 3 Tijdens een ellenlange toespraak naar aanleiding van de vijftigste verjaardag van de MEL op 25 januari 2018, gaf de voorzitter Damien Castelain slechts een enkel voorbeeld van grensoverschrijdende samenwerking, nl. dat de Belgische en Franse politie zou kunnen samenwerken in een “centre de supervision métropolitain”. Overigens kondigde hij ook aan dat de Eurometropool een nieuw “schema voor grensoverschrijdende samenwerking” had aangenomen, maar zonder er een precieze datum voor te geven.
- 4 Tijdens het persklaar maken van dit jaarboek is de president door een Noord-Franse nieuwssite beschuldigd van het gebruik van openbare middelen voor privé-uitgaven, feiten die hij ontkent. Bovendien heeft een deel van de assemblee van de MEL het project van de aanleg van een nieuwe tramlijn tussen het station Lille-Flandres en de luchthaven Lille-Lesquin, een project dat hem dierbaar is, uitgesteld.